

ROYAUME DE BELGIQUE.

-----

KONINKRIJK BELGIE.

-----

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

-----

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

-----

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 3 mars 1995, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi relative à l'Institut belgo-luxembourgeois du change, reprise à l'article 36 du titre II de la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire", a donné le 26 juin 1995 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 3 maart 1995, door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet betreffende het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut, opgenomen in artikel 36 van titel II van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium", heeft op 26 juni 1995 het volgend advies gegeven :

Observation préalable.

1. Depuis que l'article 83 de la Constitution est entré en vigueur, il appartient aux auteurs du projet d'en faire application, préalablement à la consultation de la section de législation. C'est à titre exceptionnel et par mesure transitoire que le présent avis est donné sans qu'il soit satisfait à ce préalable.

2. Suivant l'article 77, alinéa 1er, 5°, de la Constitution,

"La Chambre des représentants et le Sénat sont compétents sur un pied d'égalité pour ...

...

5° les lois visées à l'article 34".

Quant à l'article 34, il dispose que :

"L'exercice de pouvoirs déterminés peut être attribué par un traité ou par une loi à des institutions de droit international public".

Se pose, dès lors, la question si l'Institut belgo-luxembourgeois du change est une telle institution.

La réponse à cette question est négative pour les raisons suivantes :

1. L'institut a succédé à l'Office central des changes créé par l'arrêté-loi n° 142 du 17 mars 1935. Cet office dirigé par un conseil de trois membres belges, sous la

.../...

présidence de M. P. VAN ZEELAND, ne comprenait aucun délégué luxembourgeois.

L'office avait néanmoins en charge le contrôle des envois de fonds et de valeurs entrant ou sortant du territoire de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

2. L'arrêté-loi du 6 octobre 1944 a remplacé l'office par l'"Institut du change" lequel est qualifié d'établissement public doté de la personnalité civile. Deux membres de son conseil sont désignés par le gouvernement luxembourgeois.

Deux mois plus tard, un arrêté-loi du 5 décembre 1944 n'avait d'autre objet que de modifier la dénomination de l'organisme en "Institut belgo-luxembourgeois du change".

Dans les protocoles monétaires conclus entre les deux pays, comme dans celui du 9 mars 1981, il est dit que le contrôle des changes est confié à un organisme unique mais cet organisme n'est jamais nommé.

3. Si la mission de l'Institut belgo-luxembourgeois du change est définie par des textes de droit interne belge et luxembourgeois, l'organisation légale de l'institut et sa personnalité civile sont prévues par la loi belge. Ainsi, par exemple, le ministre des Finances a le droit de contrôler toutes les opérations de l'institut et d'annuler la décision contraire aux lois ou à l'intérêt de l'Etat (article 5 de la loi). Les règlements que le Roi autorise l'institut à prendre ainsi que le règlement

.../...

d'ordre intérieur sont soumis à l'approbation du ministre des Finances (article 6 de la loi).

Il s'ensuit que l'avant-projet de loi règle bien une matière visée à l'article 78 de la Constitution. Il convient, dès lors, d'insérer dans le projet examiné un article premier mentionnant qu'il s'agit d'une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé suivant est proposé :

"Projet de loi modifiant la loi du 2 janvier 1991 relative au marché des titres de la dette publique et aux instruments de la politique monétaire en ce qui concerne l'Institut belgo-luxembourgeois du change".

Dispositif.

Article 1er.

Article 2 en projet.

1. Dans la phrase liminaire, on écrira : "contenue dans l'article 36 du titre II de la loi ...".

.../...

2. Au 2<sup>o</sup>, il est utile de préciser : "... de traiter les informations utiles pour établir séparément des comptes ...".

3. A l'alinéa 2 de l'article 2 en projet, les mots "ci-après" sont à omettre. L'observation vaut également pour l'article 10, § 2, en projet (article 2).

### Article 2.

#### Article 10 en projet.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. Dans l'article 10, contenu dans l'article 36 de la même loi, les paragraphes 1er et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :".

2. S'agissant d'une loi belge, il serait utile que l'article 10, § 1er, 1<sup>o</sup>, précise clairement les acceptions différentes du terme "non-résidents". En effet, dans les lois fiscales, le "non-résident" est toujours une personne qui est domiciliée ou a son siège social en dehors du territoire de la Belgique.

On pourrait écrire :

"1<sup>o</sup> d'une part, les paiements opérés entre les résidents et les non-résidents du Royaume de Belgique et, d'autre

.../...

part, les paiements opérés entre les résidents et les non-résidents du Grand-Duché de Luxembourg, réalisés par transfert ... compensation, en billets de banque ou par toute autre voie".

3. Le 2<sup>o</sup> n'emploie que le mot "transfert" ce qui impliquerait qu'aucune déclaration ne doit être faite lorsqu'une personne dépose ou change manuellement, auprès d'un intermédiaire financier, des billets de banque étrangers.

Il n'en est cependant pas ainsi en pratique selon les instructions données par l'Institut belgo-luxembourgeois du change aux banques.

Pour effectuer un dépôt de billets de banque ou une opération de change en billets, une société ou un commerçant doit faire une déclaration indiquant l'opération en fonction de laquelle les billets de banque ont été obtenus. Le déclarant est identifié par son numéro de T.V.A.

S'il s'agit d'une personne privée, les sommes inférieures à 350.000 francs belges ou contrevaletur ne font l'objet d'aucune précision. Une déclaration globale est faite par la banque sans indication d'identité.

Cette précision doit figurer dans le commentaire consacré dans l'exposé des motifs à l'article 2.

.../...

Article 3.

Article 12 en projet.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 3. L'article 12, contenu dans l'article 36 de la même loi, est remplacé ...:".

2. La deuxième phrase du paragraphe 1er de l'article 12 actuel prévoit que les données statistiques transmises à la Banque nationale de Belgique "ne peuvent comporter d'informations permettant d'identifier les déclarants".

Cette règle est reprise dans le projet sous une forme quelque peu différente mais d'une portée apparemment analogue. Elle est cependant devenue antinomique par rapport à la nouvelle rédaction du paragraphe 2 du même article 12, en projet, qui autorise l'Institut à transmettre à la Banque nationale de Belgique les données individuelles identifiées relatives à des résidents du Royaume et au service luxembourgeois compétent, les données individuelles identifiées relatives à des résidents luxembourgeois.

Il convient de remédier à la contradiction existant entre la dernière phrase du paragraphe 1er et le paragraphe 2 de l'article en projet.

.../...

3. La divulgation des données individuelles identifiées ne s'arrête pas à la Banque nationale. Le paragraphe 3 permet à l'Institut de communiquer ces données à d'autres autorités dès l'instant où il s'agit d'exécuter une convention internationale.

La lettre du 13 juin 1995 de l'Institut belgo-luxembourgeois du change confirme cette intention de communiquer désormais des données personnalisées.

L'exposé des motifs, sous l'article 3, répète les dispositions du projet, mais il n'en fournit aucune justification. Or, les statistiques n'ont jamais été publiées sur base de données individuelles identifiées. Le changement de politique à cet égard devrait être accompagné d'un exposé décrivant les motivations du Gouvernement.

4. Au paragraphe 3, l'on écrira : "... autorités autres que celles visées aux paragraphes 1er et 2, qu'en exécution ...".

5. Au paragraphe 4, les mots "Sans préjudice des §§ 2 et 3 ci-dessus" sont superflus et doivent être omis.

6. Le paragraphe 4, alinéa 2, qui se borne à rappeler la Banque nationale au respect de l'article 15, § 1er, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier à des fins de blanchiment des capitaux est superflu et doit être omis.

.../...

7. Le paragraphe 5 de l'article 12 en projet prévoit que les informations récoltées en fonction des déclarations obligatoirement faites par tous ceux qui envoient ou reçoivent de l'argent en provenance ou à destination de l'étranger, "ne peuvent en aucun cas être utilisées à des fins d'ordre fiscal".

Ce texte appelle deux observations :

- 1° de l'accord du fonctionnaire délégué, il convient pour assurer l'application de cette disposition, de faire mention de l'Institut belgo-luxembourgeois du change dans l'article 327, § 2, du C.I.R. 1992 qui ne permet pas à l'administration des contributions directes d'investiguer au sein de l'Institut national de statistique;
- 2° le fonctionnaire délégué reconnaît que :

"Le Parquet peut cependant utiliser les données I.B.L.C. aux fins de poursuites pénales".

Dès lors, si le blanchiment d'argent dénoncé par la Banque nationale à la cellule de traitement des informations financières aboutit à l'ouverture d'un dossier au parquet du procureur du Roi, l'administration des contributions directes pourra demander à prendre connaissance de ce dossier et pourra ainsi connaître des données relatives à la situation fiscale de la personne poursuivie.

Une telle conséquence, est manifestement contraire au principe inscrit dans l'article 3, § 5, du projet.

.../...

Il appartient aux auteurs du projet de choisir l'une ou l'autre solution.

Article 4.

Article 15 en projet.

1. La phrase liminaire suivante est proposée :

"Art. 4. A l'article 15, contenu dans l'article 36 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

- 1° l'intitulé est remplacé par ...;
- 2° l'article est complété par un paragraphe 3 et un paragraphe 4, rédigés comme suit :".

2. Le paragraphe 3 en projet prévoit une possibilité d'exécution d'office contre les personnes qui refusent de fournir des renseignements visés dans l'article 10 en projet. Le texte n'indique pas la personne qui dispose de ce pouvoir. Selon le fonctionnaire délégué, c'est le conseil de l'institut qui prend la décision d'exécution d'office.

L'exposé des motifs se référant à l'article 20 de la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, il convient de mentionner, dans l'article examiné, les mesures visées dans l'article 20 de ladite loi; une référence à cette disposition est insuffisante.

.../...

3. L'article 15, § 4, en projet tend à organiser la visite domiciliaire des maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos.

Les agents qui opèrent la perquisition seront nécessairement soumis à la loi du 18 juillet 1991 organique du contrôle des services de police et de renseignements. De l'accord du fonctionnaire délégué, il faut préciser si les termes de "maisons" et "bâtiments" incluent le domicile privé des particuliers et, s'il en est ainsi, il faut compléter le texte dans ce sens.

-----

Voorafgaande opmerking.

1. Sedert de inwerkingtreding van artikel 83 van de Grondwet moeten de stellers van het ontwerp dat artikel toepassen vooraleer de afdeling wetgeving om advies wordt gevraagd. Uitzonderlijk wordt bij wege van overgangsmaatregel dit advies verstrekt zonder dat aan dat voorafgaande vereiste is voldaan.

2. Artikel 77, eerste lid, 5°, van de Grondwet bepaalt :

"De Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat zijn gelijkelijk bevoegd voor ...

...

5° de wetten bedoeld in artikel 34".

Artikel 34 schrijft zijnerzijds voor :

"De uitoefening van bepaalde machten kan door een verdrag of door een wet worden opgedragen aan volkenrechtelijke instellingen".

Derhalve rijst de vraag of het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut zulk een instelling is.

Om de volgende redenen is het antwoord op die vraag ontkennend :

1. Het Instituut is in de plaats gekomen van de Centrale Wisseldienst, opgericht bij besluitwet nr. 142 van 17 maart 1935. Deze Dienst, die geleid werd door een raad bestaande uit drie Belgische leden, onder het voorzitterschap van de heer P. VAN ZEELAND, telde geen enkele Luxemburgse afgevaardigde.

Nochtans was deze Dienst belast met het toezicht op de verzendingen van fondsen en waarden die het grondgebied van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie binnen- of buitengaan.

2. Bij de besluitwet van 6 oktober 1944 wordt de Dienst vervangen door het "Instituut voor den Wissel", dat de vorm van een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid heeft. Twee leden van de raad ervan worden door de Luxemburgse regering aangewezen.

Twee maanden later heeft een besluitwet van 5 december 1944 uitsluitend tot doel de benaming van deze instelling te vervangen door "Belgisch-Luxemburgsch Instituut voor den Wissel".

In de monetaire protocollen die tussen de beide landen zijn gesloten, wordt net zoals in het protocol van 9 maart 1981 gesteld dat de deviezencontrole toevertrouwd wordt aan één enkele instelling, zonder dat deze evenwel genoemd wordt.

3. De taak van het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut wordt weliswaar vastgelegd in teksten naar Belgisch en Luxemburgs intern recht, doch de wettelijke organisatie en de rechtspersoonlijkheid van het instituut worden geregeld bij de Belgische wet. Zo heeft de Minister van Financiën bijvoorbeeld het recht om toe te zien op alle verrichtingen van het Instituut en om beslissingen te vernietigen die in strijd zijn met de wet of met de belangen van de Staat (artikel 5 van de wet). De reglementen tot het vaststellen waarvan het Instituut door de Koning gemachtigd wordt, alsmede het reglement

.../...

van orde, worden aan de Minister van Financiën ter goedkeuring voorgelegd (artikel 6 van de wet).

Daaruit vloeit voort dat het voorontwerp van wet wel degelijk een aangelegenheid regelt waarvan sprake is in artikel 78 van de Grondwet. Derhalve moet in het onderzochte ontwerp een artikel 1 worden ingevoegd waarin wordt aangegeven dat het een aangelegenheid betreft waarvan sprake is in artikel 78 van de Grondwet.

#### Onderzoek van het ontwerp.

#### Opschrift.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 2 januari 1991 betreffende de markt van de effecten van de overheidsschuld en het monetair beleidsinstrumentarium met betrekking tot het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut".

#### Bepalend gedeelte.

#### Artikel 1.

#### Ontworpen artikel 2.

1. In de inleidende zin schrijve men : "vervat in artikel 36 van titel II van de wet ... wordt vervangen als volgt :".

.../...

2. In onderdeel 2<sup>o</sup> is het nuttig te preciseren :  
"... en verwerken van de informatie die dienstig is voor het  
afzonderlijk opmaken van de lopende rekeningen ...".

3. In het tweede lid van het ontworpen artikel 2  
moet het woord "hieronder" vervallen. Deze opmerking geldt  
eveneens voor het ontworpen artikel 10, § 2 (artikel 2).

### Artikel 2.

#### Ontworpen artikel 10.

1. De inleidende zin moet als volgt worden ge-  
steld :

"Art. 2. In artikel 10, vervat in artikel 36 van dezelfde  
wet, worden de paragrafen 1 en 2 vervangen als volgt :".

2. Aangezien het om een Belgische wet gaat, zou het  
nuttig zijn dat artikel 10, § 1, 1<sup>o</sup>, duidelijk de ver-  
schillende betekenissen van de term "niet-ingezetenen"  
aangeeft. In de belastingwetten is de "niet-ingezetene"  
immers steeds de persoon wiens woonplaats of zetel zich bui-  
ten het grondgebied van België bevindt.

De volgende lezing wordt voorgesteld :

"1<sup>o</sup> enerzijds de betalingen gedaan tussen ingezetenen en  
niet-ingezetenen van het Koninkrijk België, en ander-  
zijds de betalingen gedaan tussen ingezetenen en niet-

.../...

ingezetenen van het Groothertogdom Luxemburg, welke geschieden door overmaking ... (voorts zoals in het ontwerp)".

3. In onderdeel 2<sup>o</sup> wordt alleen het woord "overmaken" gebruikt, wat zou betekenen dat geen enkele aangifte hoeft te worden gedaan wanneer een persoon bij een financieel tussenpersoon buitenlandse bankbiljetten manueel deponeert of wisselt.

Volgens de onderrichtingen die het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut aan de banken heeft verstrekt, gaat het er in de praktijk echter anders aan toe.

Om een deposito van bankbiljetten of een wisselverrichting in biljetten te verrichten, moet een vennootschap of een handelaar een aangifte doen waarbij de verrichting wordt opgegeven op basis waarvan de bankbiljetten zijn verkregen. Hij die de aangifte doet, wordt geïdentificeerd door middel van zijn BTW-nummer.

Betreft het een privé-persoon, dan worden omtrent de bedragen lager dan 350.000 Belgische frank of de tegenwaarde ervan geen nadere toelichtingen verstrekt. De bank doet een gezamenlijke aangifte, zonder dat de identiteit van de betrokkene wordt aangegeven.

.../...

Deze precisering moet voorkomen in de commentaar die in de memorie van toelichting omtrent artikel 2 wordt verstrekt.

### Artikel 3.

#### Ontworpen artikel 12.

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 3. Artikel 12, vervat in artikel 36 van dezelfde wet, wordt vervangen als volgt :".

2. Paragraaf 1, tweede volzin, van het huidige artikel 12 bepaalt dat de aan de Nationale Bank van België verstrekte statistische informatie "geen gegevens mag bevatten die het mogelijk maken de identiteit van de verstrekkers te weten te komen".

Deze regel is in het ontwerp opgenomen in een licht gewijzigde vorm, doch de strekking ervan is blijkbaar analoog. Deze regel is echter strijdig geworden met de nieuwe lezing van paragraaf 2 van hetzelfde ontworpen artikel 12, naar luid waarvan het Instituut aan de Nationale Bank van België de individuele geïdentificeerde gegevens betreffende ingezetenen van het Koninkrijk mag meedelen, en aan de bevoegde Luxemburgse dienst de individuele geïdentificeerde gegevens betreffende Luxemburgse ingezetenen.

.../...

De tegenstrijdigheid tussen de laatste zin van paragraaf 1 en paragraaf 2 van het ontworpen artikel moet worden opgeheven.

3. De bekendmaking van individuele geïdentificeerde gegevens beperkt zich niet tot de Nationale Bank. Volgens paragraaf 3 mag het Instituut die gegevens ter uitvoering van een internationale overeenkomst meedelen aan andere instellingen.

De brief dd. 13 juni 1995 van het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut bevestigt dat voornemen om voortaan persoonsgebonden gegevens mede te delen.

De memorie van toelichting herhaalt onder artikel 3 de bepalingen van het ontwerp, doch verstrekt geen enkele verantwoording daaromtrent. De statistieken zijn echter nooit bekendgemaakt op basis van individuele geïdentificeerde gegevens. Omtrent deze gewijzigde beleidslijn moeten in de memorie de beweegredenen van de Regering worden aangegeven.

4. In paragraaf 3 schrijve men : "... instellingen, andere dan die waarvan sprake is in de paragrafen 1 en 2, alleen ter uitvoering van ...".

.../...

5. In paragraaf 4 moeten de woorden "Onverminderd de bepalingen van de §§ 2 en 3 hierboven" als overbodig vervallen.

6. Paragraaf 4, tweede lid, die zich ertoe bepaalt eraan te herinneren dat de Nationale Bank artikel 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld moet naleven, moet als overbodig vervallen.

7. Paragraaf 5 van het ontworpen artikel 12 bepaalt dat de informatie verzameld op grond van de aangiften die verplicht moeten worden gedaan door al wie geld afkomstig van of bestemd voor het buitenland verzendt of ontvangt, "in geen (...) geval ... voor fiscale doeleinden (mag) worden gebruikt".

Omtrent deze tekst moeten twee opmerkingen worden gemaakt :

- 1° de gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat, met het oog op de toepassing van deze bepaling, het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut moet worden genoemd in artikel 327, § 2, van het WIB 1992, volgens hetwelk de administratie der directe belastingen geen onderzoek mag verrichten bij het Nationaal Instituut voor de Statistiek;
- 2° de gemachtigde ambtenaar erkent :

.../...

"Le Parquet peut cependant utiliser les données I.B.L.C. aux fins de poursuites pénales".

Indien de Nationale Bank van België derhalve aan de cel voor financiële informatieverwerking een geval van witwassen van geld aangeeft dat ertoe leidt dat bij het parket van de procureur des Konings een dossier wordt aangelegd, kan de administratie der directe belastingen vragen kennis te nemen van dat dossier en kan ze aldus kennis krijgen van gegevens betreffende de fiscale situatie van de vervolgte persoon.

Zulk een gevolg is kennelijk strijdig met het beginsel opgenomen in artikel 3, § 5, van het ontwerp.

Het staat aan de stellers van het ontwerp om voor de ene of de andere oplossing te kiezen.

#### Artikel 4.

#### Ontworpen artikel 15.

1. De volgende inleidende zin wordt voorgesteld :

"Art. 4. In artikel 15, vervat in artikel 36 van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> het opschrift wordt vervangen als volgt : "...";

.../...

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3 en een paragraaf 4, luidende :".

2. De ontworpen paragraaf 3 voorziet in de mogelijkheid van uitvoering van ambtswege ten aanzien van de personen die weigeren de inlichtingen bedoeld in het ontworpen artikel 10 te verstrekken. De tekst geeft niet aan wie over die bevoegdheid beschikt. Volgens de gemachtigde ambtenaar is het de raad van het Instituut die de beslissing tot uitvoering van ambtswege neemt.

In de memorie van toelichting wordt verwezen naar artikel 20 van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, zodat in het onderzochte artikel de maatregelen omschreven in artikel 20 van die wet moeten worden vermeld; een verwijzing naar die bepaling volstaat niet.

3. Het ontworpen artikel 15, § 4, beoogt de huiszoeking in woningen, werkplaatsen, gebouwen, belendende binnenplaatsen en besloten ruimten te regelen.

De personen die de huiszoeking verrichten, zijn noodzakelijkerwijs onderworpen aan het bepaalde in de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat nader moet worden bepaald of onder de woorden "woningen" en "gebouwen" ook de privé-woning van particulieren verstaan wordt, en dat, indien zulks het geval is, de tekst in die zin moet worden aangevuld.

-----

La chambre était composée de :

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,  
de Heren

Y. BOUCQUEY,  
Y. KREINS,

J. DE GAVRE,

P. GOTHOT,

Madame J. GIELISSEN,  
Mevrouw

De kamer was samengesteld uit :

président de chambre,  
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

assesseurs de la  
section de législation,  
assessoren van de  
afdeling wetgeving,

greffier,  
griffier.

Le rapport a été présenté par  
M. J. REGNIER, premier auditeur.  
La note du Bureau de coordina-  
tion a été rédigée et exposée par  
M. R. QUINTIN, référendaire  
adjoint.

M. G. PIQUET, premier auditeur  
honoraire au Conseil d'Etat, a  
été appelé en consultation, en  
application de l'article 82 des  
lois sur le Conseil d'Etat coor-  
données le 12 janvier 1973.

La concordance entre la  
version française et la version  
néerlandaise a été vérifiée sous  
le contrôle de M. J.-J.  
STRYCKMANS.

Le GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

Het verslag werd uitgebracht  
door de H. J. REGNIER, eerste  
auditeur. De nota van het Coör-  
dinatiebureau werd opgesteld en  
toegelicht door de H. R. QUINTIN,  
adjunct-referendaris.

De Heer G. PIQUET, ere-eerste  
auditeur bij de Raad van State,  
is met toepassing van artikel 82  
van de gecoördineerde wetten op  
de Raad van State van 12 januari  
1973 ter raadpleging opgeroepen.

De overeenstemming tussen de  
Franse en de Nederlandse tekst  
werd nagezien onder toezicht van  
de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.